



A la REUNION, la France de Villepin laisse mourir ses pauvres...

Une fois de plus, cette fois dans l'île de la Réunion, ce gouvernement est mis en accusation dans une catastrophe de santé publique, celle du virus Chikungunya. De Villepin, déjà discrédité par le CPE, est contraint de faire le pompier en catastrophe, pour tenter de rattraper l'incompétence totale de ses ministres, celui de la santé (X. Bertrand) ou celui d'outre-mer (F. Baroin), qui ont tout fait pour nier la crise. « *Cette maladie n'est pas mortelle* » disait X. Bertrand le 30 janvier ! « *Ce n'est qu'une grosse grippe* » disait F. Baroin ! Or, il y a au moins 77 morts. Et la surmortalité réunionnaise de 388 personnes en 2005 (par rapport à 2004) n'est toujours pas expliquée. 157 000 Réunionnais sur 770 000 sont touchés, soit l'équivalent en France métropolitaine de 12 millions de personnes.

LE MOUSTIQUE A BON DOS !

La maladie transmise par le moustique est réapparue au début de 2005 à la Réunion, après avoir transité dans des îles de l'Océan Indien. Les autorités sanitaires françaises ont analysé l'épidémie comme « normale » dans une région tropicale où les infections dues aux moustiques sont fréquentes. La plus mortelle, le paludisme, a été en partie éradiquée et les infrastructures préventives, qui seraient pourtant très utiles aujourd'hui, sont quasiment démantelées !

Le Chikungunya, bien que très peu connu, est alors analysé comme une catastrophe « naturelle » (encore D. Baroin). En somme, un « mal » qui sévit très loin de la métropole et dans des régions peu développées : ce n'est pas un problème sanitaire et politique, c'est la nature, un insecte ! En plus, on n'en meurt pas ! Quel mépris pour les Réunionnais ! Surtout lorsque ceux-ci observent à la télévision comment l'Etat français mobilise des moyens considérables (certes à juste titre) lorsqu'un poulet meurt de la grippe aviaire en métropole. Mieux vaut être poulet que Réunionnais !

De même que la grippe aviaire n'est prise vraiment au sérieux que parce qu'elle débarque en Europe, la maladie du Chikungunya est oubliée au loin des côtes africaines. Que les pauvres se débrouillent !

L'ALARME AVAIT ETE DONNEE, MAIS L'INDUSTRIE TOURISTIQUE ETAIT SOURDE !

Dès octobre 2005, alors que l'hiver austral n'avait pas tué le moustique comme espéré, et que la maladie se propageait dans l'indifférence générale, une sénatrice du Parti communiste réunionnais (PCR) tirait la sonnette d'alarme à Paris : il fallait, contre la « catastrophe » montante, décider d'en faire une « cause nationale ». Réponse du ministre : un chèque de 12 000 euros !

Selon Paul Vergès, président du conseil régional de la Réunion, « *le réflexe a surtout été de ne pas effrayer le touriste* » (18 000 nuits d'hôtel annulées, 10 millions de pertes). Mais quand les arrêts de travail (+ 83% en janvier) finissent par paralyser l'économie, alors « on » s'affole.

L'ETAT REAGIT PAR DES MOYENS CHIMIQUES DANGEREUX

Des moyens chimiques sont maintenant utilisés à grande échelle contre les moustiques. Mais ce sont des produits dangereux, pour la flore, les animaux, et même pour les humains.

La première exigence urgente, c'est de donner aux habitants des produits anti-piqûres gratuits (répulsifs), qui n'arrivent qu'au compte-gouttes ou par solidarité. Les organisations de chômeurs (MNCP) font des collectes en métropole, mais cela ne saurait masquer l'incurie des pouvoirs publics. 300 000 Réunionnais sont pauvres et dépendent du RMI ou de la couverture maladie universelle (CMU). Ils doivent être soignés gratuitement !

La deuxième exigence est de permettre à la population de développer des moyens de lutte indépendants, notamment par des cultures de bactéries anti-moustiques efficaces et adaptées à l'agriculture locale. Cela aurait pu être décidé depuis 2005.

Le 27 février 2006

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :